

## **L'AVENIR AU PRESENT...**

A résumer les pages précédentes, il apparaîtrait que le syndicaliste révolutionnaire ne peut se présenter *comme un mouvement dont l'avenir est assuré et dont les défenseurs peuvent tranquillement affirmer «demain nous appartient»*.

En cela, il se distingue de la plupart des partis, réformistes ou révolutionnaires, qui affirment se trouver dans le sens de l'Histoire et dont les projets socialistes se trouveraient garantis, quels que soient leurs erreurs ou leurs échecs, par une sorte de progrès mécanique des sociétés.

Et ce n'est évidemment pas parce que les militants anarcho-syndicalistes peuvent revendiquer un rôle important ou décisif dans les luttes et expériences ouvrières ou qu'ils sont par tradition classés parmi les précurseurs ou avant-gardistes qu'ils auront raison demain dans les faits.

De plus, il est d'indispensable honnêteté de ne pas méconnaître une série de facteurs qui s'opposent à la marche vers une société socialiste. En premier lieu le gigantisme des unités économiques qui interdisent au travailleur de parvenir à une vue d'ensemble, et le rend dépendant, ou victime, des catégories nouvelles de techniciens de l'organisation, de l'informatique, du plan. C'est aussi le caractère international et financier que prend l'initiative et que revêt le pouvoir des possédants, devenus anonymes, invisibles, insaisissables.

C'est l'évolution des classes ouvrières qui se compartimentent en catégories égoïstes, ou qui bénéficient, ou croient bénéficier, des différences de niveau entre pays développés et pays sous-développés. C'est encore le fait que l'émancipation ouvrière n'est plus conçue par le plus grand nombre comme devant résulter d'un effort collectif de la classe, mais plutôt d'une évasion individuelle de la condition ouvrière.

C'est également la substitution, dans de nombreux pays par voie autoritaire, dans d'autres pays comme terme d'une évolution constante, des associations exprimant les espoirs et les volontés des bases, par des organismes syndicaux à caractère bureaucratique, *«du militant au fonctionnaire»*.

C'est, en plus, la tendance à remplacer les clairs objectifs socialistes-libertaires du mouvement ouvrier à ses origines, par des modèles où la hiérarchie interdit la fraternité, la volonté de puissance, la solidarité, le goût de l'efficiace dans la compétition celui de la liberté. On en arrive à mesurer, ou à faire dépendre, le degré de socialisme par les niveaux de production.

Devant un tel panorama, il y a matière à désespoir. D'où une certaine tendance à ne vouloir conserver de la conception d'une société libertaire qu'une vague et lointaine perspective, comme un rêve d'adolescent. Ou encore de remplacer la difficile, toujours recommencée, lutte d'organisation par des actions d'affirmation individuelle. Et pourtant, aujourd'hui comme hier, et aujourd'hui préparant et créant l'avenir, ou mieux le demain immédiat, il n'existe pas que des sujets d'amertume ou des perspectives sombres. La première preuve en est que de par le monde, dans le monde tel qu'il est, des militants mènent leur combat, sans aide, sans Etat derrière eux, sans même la fausse illusion de la certitude.

Il en est d'autres. C'est que chaque jour, malgré l'hypocrisie des lois, les masques de la propagande, les distributions de promesses, fait découvrir des pans de réalité aux travailleurs. A la fois sur le lieu de la production et dans leurs rapports avec tout ce qui dispose d'une parcelle d'autorité, dans leurs relations avec les institutions d'Etat. Ou encore à l'occasion d'affrontements sociaux ou lors des crises qui secouent partiellement ou totalement la société apparemment prospère ou stable dans laquelle ils vivent.

Les hommes, que l'économie centralisée et planifiée souhaite voir se comporter en robots, prennent conscience de l'immense gaspillage que couvrent les programmations d'allure scientifique, et cela dans la pratique quotidienne du travail. Ils s'aperçoivent que la culture ou le sport qui leur sont offerts après le travail (ce qui rappelle le dopolavoro du fascisme italien) ne sont que drogues, et non complément, prolongement, d'une journée ou d'une vie pleinement vécue, provoquant l'épanouissement individuel et l'équilibre de la vie collective. Ou encore ils devinent combien l'intérêt manifesté envers eux par les gouvernements, les partis, les multiples organismes sociaux ne reflète en fin de compte qu'une volonté extérieure de les utiliser et de les manipuler.

Le caractère colossal des grandes sociétés, imbriquées les unes dans les autres, étroitement interdépendantes, entraîne simultanément leur vulnérabilité. Il suffit de l'arrêt d'une source d'énergie, de la paralysie d'un seul secteur de fabrication, d'une immobilisation dans les transports pour que toute la machine soit bloquée. A chaque fois que se manifeste un mouvement parmi ceux qui pourtant ne comptent que dans les colonnes de statistiques: les manœuvres, les ouvriers sans qualification que l'on appelle pourtant spécialisés, l'ensemble des productions se trouve stoppé. Curieuse et significative démonstration, pas toujours entendue comme elle le mériterait, de la vanité des hiérarchies et de l'importance relative des organisateurs et des exécutants. Démonstration d'une solidarité dans les faits, bien plus visible que celle qui devrait et pourrait se manifester entre les hommes.

D'autre part, la puissance des cartels financiers, des grands groupes d'investisseurs, dégagés des contrôles comme du soutien des Etats, ne peut se manifester qu'en période de croissance, d'euphorie économique. Pour peu que le développement général se ralentisse dans le monde, et que l'inflation cesse de nourrir l'expansion pour devenir insupportable et incontrôlable, et l'on voit les mastodontes courir d'un bout de la planète à l'autre pour conserver à leurs paquets de devises une valeur minimale, pousser les Etats à la ruine, mais aussi voir ces Etats se mettre à mordre.

Autant de contradictions qui laissent à l'action ouvrière un nombre non négligeable d'opportunités et de moyens d'action. Tant sur le plan local que dans le domaine des relations internationales, ou la solidarité n'est que trop rarement organisée et pratiquée.

En grande partie, l'évolution, l'embourgeoisement - dans le sens d'une adaptation à la société bourgeoise et du conformisme mental -, l'intégration des classes ouvrières dépendent de la capacité de la société capitaliste, ou techno-bureaucratique, à maintenir un certain rythme de développement. Mais outre que le passage de la société industrielle de caractère bourgeois à la société post-industrielle de type techno-bureaucratique suscite des crises et dégage la possibilité d'autres solutions, il reste que les groupes de salariés qui s'estimaient bénéficier d'une situation privilégiée découvrent à l'expérience qu'ils continuent à être dépendants, et créent leurs îlots de résistance au sein même des régimes neufs. Des catégories nombreuses de techniciens, d'ingénieurs découvrent qu'eux aussi sont des manoeuvres du cerveau et voués à la médiocrité de l'ouvrier spécialisé, à un échelon près. Sans compter que la frénésie de la concurrence condamne à mort, sans distinguo hiérarchique, des entreprises entières, dont les personnels se retrouvent solidaires dans la chute.

Non pas de façon mécanique, mais à condition de passer par la réflexion, nombre de travailleurs intellectuels se rendent compte que leur relative supériorité - par rapport aux manuels - est un leurre et que c'est le système dans son ensemble qui organise une hiérarchie. La mobilité espérée, les possibilités d'ascension sociale, toujours mises en avant pour faire admettre le système dans son principe, ressemblent alors aux carottes qui font trotter les ânes.

Ces leçons et ces expériences n'auraient aucun effet positif si elles ne contribuaient pas à éliminer l'illusion tenace, et entretenue, concernant la facilité suivant laquelle le type de société basée sur la recherche du profit, sur la compétition sous toutes ses formes, sur le pouvoir des minorités privilégiées par le capital ou la fonction, peut être transformée radicalement et heureusement par un simple changement des équipes maîtresses de l'appareil d'Etat.

Alors que c'est la rupture totale avec le système d'expansion industrielle, impulsé par la guerre économique - forme de la guerre tout court -, qui conditionne la possibilité, dure et ingrate, d'une construction sociale à caractère humain. Et cela à partir des éléments qui, dans les sociétés d'aujourd'hui, maintiennent leur capacité et leur volonté de bâtir semblable société.

Les illusions constituent une marchandise de vente facile, et c'est pourquoi tant de partis qui se disent favorables à la protection, à la défense, à l'émancipation ouvrière ont pu exploiter la réserve sans cesse renouvelée des bonnes volontés et des espoirs ouvriers. Les syndicalistes révolutionnaires n'ont jamais offert semblables recettes de facilité. Ils ne présentent que des incitations à réfléchir et à s'organiser, des appels aux travailleurs pour qu'ils assurent eux-mêmes leur dignité de producteurs, pour que les meilleures formes d'organisation soient sans cesse recherchées, tant pour répondre aux problèmes immédiats que pour ébaucher, expérimenter les structures d'une société nouvelle. En fait, l'esquisse d'une contre-société mobile, agile, méfiante envers le danger de sclérose bureaucratique. Et cela non pas en marge de la société dans laquelle ils vivent, mais à l'intérieur de celle-ci, la pressionnant sans cesse, jusqu'à l'éclatement quand les circonstances s'y prêtent, et pratiquant l'usage, jusqu'à l'habitude, des embryons organisationnels qui peuvent préfigurer la société de remplacement.

Méthode qui permet de créer et de faire intervenir dès à présent les contrepoids et les freins s'opposant à la marche accélérée des sociétés vers le centralisme politique et économique, vers la mobilisation des ressources et des recours en vue de la lutte pour l'hégémonie. Méthode qui place le volontarisme, c'est-à-dire la lucidité et la responsabilité, dans des situations concrètes et en fonction d'un futur prévisible.

Méthode et pratique qui peuvent faire sourire les socialistes «scientifiques», experts en analyses de textes sacrés ou rompus à la rédaction de thèses aussi fréquentes que contradictoires, mais toujours définitives. Mais à ce sourire le syndicaliste libertaire pourrait répondre par un bon rire en examinant ce que les partisans du socialisme d'Etat offrent comme modèles.

Sans vouloir rappeler ce qui est connu - à savoir les millions de cadavres et les millions de concentrationnaires sur lesquels s'est construite la puissance stalinienne, dont les admirateurs d'hier sont les conseillers d'aujourd'hui - ni la militarisation totale du peuple chinois, ni l'expansionnisme des deux grands régimes dits communistes, concurrençant et se heurtant à celui des Etats-Unis, le Tibet répondant aux Caraïbes, et Prague à Saint-Domingue. Remarquons encore que dans le meilleur des cas, les sociétés dites démocratiques n'offrent comme perspectives que la création et l'entretien de troupeaux ouvriers de boeufs gras.

Les syndicalistes-libertaires ne croient donc pas que le socialisme se trouve au bout du développement économique, de l'expansion à l'infini, ni qu'il s'instaurera grâce à l'installation d'un pouvoir de fonction remplaçant le pouvoir du capital. Cela signifie-t-il qu'ils adoptent une attitude réactionnaire et qu'ils placent leurs espoirs dans un retour à la vie bucolique et à l'artisanat individuel? Ce serait caricaturer leur volonté. Ce qui est vrai, c'est qu'ils sont convaincus que le socialisme vrai, celui pour lequel tant de militants connus ou obscurs ont combattu, celui qui hante ou berce les collectivités laborieuses et enrégimentées, n'est possible que si les hommes reprennent le contrôle de l'économie, au lieu d'être à sa disposition. Une dépendance qui permette que l'Etat soit instrument d'une classe dominante ou devienne cette classe.

Comme le dit l'anthropologue Pierre Clastres, tirant les conclusions de ses études sur les sociétés primitives (*La société contre l'Etat*, Paris 1974): *«La division majeure de la société, celle qui fonde toutes les autres, y compris sans doute la division du travail, c'est la nouvelle disposition verticale entre la base et le sommet, c'est la grande coupure politique entre détenteurs de la force, qu'elle soit guerrière ou religieuse, et assujettis à cette force. La relation politique du pouvoir précède et fonde la relation économique d'exploitation. Avant d'être économique, l'aliénation est politique, le pouvoir est avant le travail, l'économique est un dérivé du politique, l'émergence de l'Etat détermine l'apparition des classes».*

**Louis MERCIER-VEGA**